PUBLICATIONS DE LA
SOCIÉTÉ DU PARLER FRANÇAIS AU CANADA

JUGE A. CONSTANTINEAU

LA LANGUE FRANÇAISE

DANS

L'ONTARIO

MÉMOIRE LU A LA SÉANCE PUBLIQUE DE LA SOCIÉTÉ
DU PARLER FRANÇAIS AU CANADA

22 février 1911

L'ACTION SOCIALE LTÉE
IMPRIMEUR ET ÉDITEUR
103, rue Sainte-Anne, 103
QUÉBEC

012
11
158

The EDITH *and* LORNE PIERCE
COLLECTION *of* CANADIANA

Queen's University at Kingston

LA LANGUE FRANÇAISE
DANS L'ONTARIO

JUGE A. CONSTANTINEAU

LA LANGUE FRANÇAISE

DANS

L'ONTARIO

MÉMOIRE LU A LA SÉANCE PUBLIQUE DE LA SOCIÉTÉ
DU PARLER FRANÇAIS AU CANADA

22 février 1911

L'Action Sociale Ltée
IMPRIMEUR ET ÉDITEUR
103, rue Sainte-Anne, 103
QUÉBEC

LP
75012 1911 C758

LA LANGUE FRANÇAISE DANS L'ONTARIO

(Mémoire lu à la séance publique de la Société du Parler français au Canada, 22 février 1911.)

Monsieur l'Administrateur,
Monseigneur le Président,
Mesdames et Messieurs,

Elle signifiait trop de choses, l'invitation de la Société du Parler français au président de l'Association d'Éducation des Canadiens français de l'Ontario, pour qu'elle demeurât sans écho.

Le frère aîné, gardien du foyer paternel où plane si visiblement l'âme des aïeux avec son idéal et ses aspirations, conviait à sa table le frère plus jeune, parti, il y a quelque cinquante ans, pour une zône, sinon étrangère, du moins bien lointaine, où il allait dresser sa tente et demander à un sol fertile la subsistance et la prospérité. Ce frère, que la Providence avait jadis conduit sur une terre où résonnait un verbe inconnu, où l'on chantait un *Credo* amoindri et où l'on cultivait des traditions différentes des siennes, se voyait appelé par celui qui toujours vécut au sein des gloires du vieux Québec ; c'était là un grand honneur ; plus encore, une marque de réelle sympathie ; c'était, partant, un bienfait qu'il ne pouvait que généreusement accepter. Il pourrait raconter ses luttes, ses souffrances, ses espoirs, et dire bien haut l'assurance qu'il a en l'avenir de sa race, sous le soleil ontarien, et à coup sûr, c'est plus que des applaudissements, plus que des paroles d'encouragement qu'il viendrait recueillir.

Monseigneur le Président, les 200,000 Canadiens français enrégimentés sous le nom d'Association d'Éducation des Canadiens français de l'Ontario vous remercient bien cordialement et de l'honneur que vous leur faites aujourd'hui, et des sympathies que vous leur témoignez. Ils vous sont d'autant plus reconnaissants que, par le temps qui court, ils éprouvent un plus grand besoin de sympathies, surtout de sympathies venant de la province de Québec.

1205028

Et moi, à qui incombe le périlleux honneur de remplacer M. le sénateur Belcourt, président de l'Association, retenu à Ottawa par le travail de la session et par de pressantes et très actuelles sollicitudes pour les intérêts des Canadiens français, je n'ai qu'un regret à formuler : celui de ne pouvoir m'exprimer, dans l'Athènes du Canada et sous les généreux auspices de la Société du Parler français, avec tout l'atticisme de mes hôtes distingués et de mon bienveillant auditoire.

Messieurs, l'on m'a prié de vous parler de la langue française dans l'Ontario.

Sujet, certes, qui ne manque pas d'actualité; sujet d'une si vaste étendue et qui me tient tant le cœur que je voudrais, pour le traiter, avoir autant d'heures qu'on a bien voulu m'accorder de minutes. Afin donc de dire brièvement le plus de choses possible, j'emploierai un style plutôt judiciaire. Je me bornerai à quelques données sur la langue française dans Ontario dans le passé, dans le présent et dans l'avenir.

LE PASSÉ

La langue française fut la première langue européenne parlée dans le territoire qui forme la province d'Ontario. Cette contrée fut explorée, évangélisée, occupée par les Français dès le commencement du 17ième siècle. Champlain lui-même y fit plusieurs expéditions mémorables. Des missionnaires et des soldats y versèrent leur sang pour les causes sacrées de la religion et de la civilisation.

En 1641, un certain nombre de Français s'étaient déjà établis dans ce riche pays pour enseigner aux sauvages à se construire des habitations et à cultiver le sol.

Un grand nombre de Français parcouraient le pays pour faire la traite des pelleteries.

Pendant la première partie du dix-huitième siècle, les Français fondèrent de nombreux établissements ou forts dans cette contrée, qu'ils sillonnèrent vingt fois dans tous les sens. C'est donc un fait historique que les Français, au prix de sacrifices inouïs, au prix même de leur sang, conquirent cet immense pays à la civilisation et au christianisme.

Nous savons comment ils durent évacuer cette contrée, lors de la cession, pour la voir tomber aux mains de leurs ennemis.

Le gouvernement anglais se hâta de couvrir tout l'Ontario de nombreuses colonies anglaises, écossaises ou autres, en ayant bien soin de tenir à l'écart les Canadiens français. Un certain nombre, parmi ces derniers, passés de Détroit sur la rive canadienne, d'autres venus de la Louisiane, furent alors les seuls colons de langue française dans l'Ontario, dont la population s'élevait à plus de 100,000 âmes. C'est vers 1831 que commença la seconde conquête de l'Ontario par les Canadiens français : conquête honnête et pacifique, celle-là ; mais conquête marquée au coin du courage, des sacrifices héroïques, conquête en tout semblable à celle qui s'est faite dans cette province, aux Cantons de l'Est. Les colons canadiens envahirent d'abord les cantons voisins de la province de Québec : les comtés de Prescott, de Russell, etc. Plus tard, la construction du chemin de fer Canadien du Pacifique ouvrit à de nombreux Canadiens français la partie nord de la province, que nous appelons le Nouvel-Ontario.

Dans les campagnes, ils défrichèrent les terres encore boisées, achetèrent graduellement celles que les Anglais avaient mises en culture ; dans certaines villes, comme à Ottawa, à Alexandria, à Hawkesbury, ils formèrent la majorité de la population ouvrière.

Les prêtres, les religieux français et canadiens les suivirent, fondèrent des paroisses, des diocèses même, et les dévouées institutrices laïques furent, là comme ailleurs, es puissants auxiliaires du clergé dans l'œuvre de la conservation de la foi et de la langue française.

Cette invasion française, comme l'appellent nos amis les Orangistes, s'est faite avec une rapidité vraiment merveilleuse.

A l'heure présente, on estime à plus de 200,000 le nombre total des Canadiens français d'Ontario. Il faut dire qu'il y a des Canadiens français dans toutes les parties de l'Ontario. Le diocèse de Toronto compte environ 12,000 Canadiens français, et dans la ville même de Toronto il y a une paroisse canadienne-française.

Le diocèse de Kingston compte plus 14,000 Canadiens français, celui de Hamilton près de 4,000, celui de Peterboro, 5,000. Mais le plus grand nombre des Canadiens français sont concentrés en quatre groupes principaux qu'il importe de vous présenter ici.

Le premier de ces groupes est celui du Sud-Ouest d'Ontario ; on le désigne souvent sous le nom de « groupe de l'Essex ». Il habite les comtés d'Essex, de Kent, de Simcoe, de Bothwell et de Huron, pays séparé de l'état de Michigan par la rivière Détroit.

Ce groupe, qui prospère au point de vue temporel, compte au moins 29,000 âmes. Il possède 22 prêtres de langue française. L'enseignement du français est insuffisant dans la plupart des écoles. De beaucoup le plus ancien de tous, le plus isolé, le plus persécuté, il offre un intérêt tout particulier.

Le deuxième groupe habite la partie est d'Ontario, c'est-à-dire le territoire qui touche à la province de Québec par le comté de Vaudreuil; il comprend les comtés de Russell, de Prescott et de Carleton (partie du diocèse d'Ottawa), et la ville d'Ottawa. Il y a là environ 62,000 Canadiens français qui forment la grande majorité de la population catholique totale. Presque tout le clergé est de langue française. Le français est enseigné presque suffisamment dans les écoles.

Le troisième groupe, pareillement situé à l'est d'Ontario, au sud du groupe précédent, touche aussi à la province de Québec et à la rive nord du fleuve Saint-Laurent. Il occupe les comtés de Stormont et de Glengarry. Il y compte environ 16,000 Canadiens français, soit plus des deux tiers de la population catholique du diocèse d'Alexandria, auquel il appartient. Malheureusement, il n'y a pas encore de prêtre de langue française dans cette région. On enseigne peu ou point de français dans les écoles.

Le quatrième groupe, enfin, est celui du Nouvel-Ontario. On appelle ainsi l'immense contrée située au nord des lacs Huron et Supérieur, et sur la Baie Georgienne, touchant au Manitoba et aux États-Unis à l'ouest, et à la province de Québec à l'est. Nos Canadiens français y sont au nombre d'au moins 42,000. Ils ont plusieurs prêtres de leur langue. Le français est enseigné dans un grand nombre d'écoles. Il y a là plusieurs paroisses entièrement canadiennes-françaises.

En résumé, les Canadiens français forment la majorité de la population dans plusieurs comtés. Ils forment la majorité de la population catholique de toute la province, ainsi que des diocèses d'Ottawa, de Pembroke, de London, du Sault-Ste-Marie et d'Alexandria.

Vous avez pu remarquer que les principaux groupes de Canadiens français se trouvent placés au quatre coins de la province d'Ontario. Réunis entre eux par une suite de groupes moins importants, ils forment tout autour de la province un cercle tendant sans cesse à se resserrer.

LE PRÉSENT

Messieurs, ce qui précède suffit sans doute à vous faire concevoir l'importance de la question française dans Ontario. Cette question se pose ainsi : «Les milliers de Canadiens français établis dans l'Ontario conserveront-ils, oui ou non, leur langue française ?» Quelques compatriotes clairvoyants se posaient cette question il y a deux ans, et ils se disaient que, vu es circonstances où se trouvent les Canadiens d'Ontario, deux choses, entre autres, étaient nécessaires à la conservation de leur langue. La première: un patriotisme éclairé, vigilant et militant. La seconde : des maisons d'éducation où l'on enseignerait suffisamment le français et où l'on formerait une mentalité canadienne-française. Or, jetant un coup d'œil sur la province, nos penseurs durent s'avouer que l'une et l'autre de ces conditions essentielles de survivance faisaient grandement défaut.

Le patriotisme de nos compatriotes n'était pas mort, certes, mais il n'était que trop profondément endormi. Préoccupés de procurer l'établissement de leurs nombreuses familles, ignorants des dangers que couraient leur langue et leur nationalité, peu instruits de leur nombre et de leur force, les Canadiens français se contentaient de remplir leurs obligations journalières de bons pères de famille, sans regarder ni plus loin, ni plus haut. De plus, sous l'influence de l'utilitarisme ambiant, ils se figuraient bien à tort qu'ils assureraient un avenir plus prospère à leurs enfants par une éducation anglaise outrancière. Cependant, les ennemis de notre langue, eux, ne dormaient point. Tant s'en faut. Ils se servaient activement, mais sournoisement, de leurs armes préférées : l'astuce, la calomnie, le mensonge.

Et les écoles ! Des localités comme la ville d'Ottawa, une bonne partie des comtés de Prescott et de Russell, quelques endroits du Nouvel-Ontario, en possédaient d'assez satisfaisantes au point de vue français. Mais, dans le reste de la province, les écoles étaient plutôt anglicisantes. Tantôt l'enseignement du français en était complètement banni, tantôt il y était insuffisant.

L'avenir était donc peu rassurant. Le mal constaté, il fallait trouver le remède. En habiles sociologues, nos quelques braves reconnurent qu'il ne pouvait s'en trouver d'autre que l'organisation d'un grand congrès de tous les Canadiens d'Ontario. Idée

vraiment providentielle qui marque une époque des plus importantes de l'histoire des Canadiens français dans l'Ontario.

Bientôt après, dans une réunion publique, ils étaient constitués en Comité d'organisation et se mettaient résolument à l'œuvre. Pendant une année que dura la préparation du Congrès, Dieu seul sait combien de jours et de nuits ils consacrèrent, par pur dévouement, à des travaux pénibles, souvent ingrats....

Par des lettres privées, par des circulaires, par des articles de journaux, et par des conférences, ils s'efforcèrent de réveiller le patriotisme de leurs concitoyens. Ces nobles efforts furent couronnés d'un succès vraiment inespéré. Au jour fixé, le 18 janvier 1910, plus de 1200 délégués remplissaient la Salle du Monument National, à Ottawa. Ils venaient de toutes les parties de la province, jusque de Kénora, sur les confins du Manitoba. Les régions lointaines de l'Essex, de Kent, etc., en avaient envoyé près de 100, pour leur part.

Le nombre des délégués était admirable, leurs dispositions l'étaient encore davantage. Ah! Messieurs, quel beau et réconfortant spectacle que ce Congrès! Vous, qui n'y avez pas assisté, j'ose vous dire qu'il manque quelque chose à votre idéal du patriotisme...Et je ne vois pour vous qu'un moyen de combler en partie cette lacune, c'est de vous procurer le volume-souvenir de ce Congrès.

Je tiens à dire que ce patriotisme était bien français et bien catholique: de nombreux actes le prouvèrent.

Le Congrès s'occupa avec beaucoup de compétence des questions les plus vitales, et spécialement de la question de l'éducation. Il révéla aux Canadiens français leur nombre, leurs besoins, leurs forces, et traça d'efficaces programmes d'action. Puis, il fonda de toutes pièces une Association chargée de mettre ces programmes à exécution, et de veiller aux intérêts des Canadiens français d'Ontario, surtout en matière d'éducation.

Cette association, dite « Association d'Éducation des Canadiens français d'Ontario » n'est pas restée inactive. Ses démarches auprès du Gouvernement provincial ont reçu un bon accueil, et les assurances données sont de bon augure. L'influence salutaire de l'Association s'est manifestée dans beaucoup d'autres circonstances importantes. Le meilleure preuve de sa vitalité et de sa force, c'est la guerre rageuse que ses ennemis lui ont déclarée. N'allez pas croire un instant que c'est elle qui a occasionné cette

levée de boucliers. Non, l'Association a tout simplement forcé les ennemis à livrer au grand jour la guerre qu'ils faisaient depuis longtemps dans les ténèbres. Or, à cela, nous gagnons beaucoup, car le Canadien n'est pas habile aux luttes sournoises. Chevaleresque et franc, autant que français, il ne frappe qu'en face et à la lumière du soleil ; il discute, il riposte, mais ne fait jamais profession de mentir.

Tels sont la génèse, l'évolution et l'état actuel de la question de la langue française dans l'Ontario.

L'AVENIR

Messieurs de la Société du Parler français, jusqu'à aujourd'hui, nous nous sommes efforcés de maintenir et d'assurer l'existence de notre langue. Permettez-moi d'ajouter que nous ambitionnons davantage. A votre exemple, sous peu, que dis-je, à l'heure même, dans la mesure du possible, nous voulons travailler à l'épurer et à l'enrichir. Il importe que l'on ne puisse pas dire, comme le font quelquefois nos ennemis, que nous bataillons pour la défense d'un méprisable jargon ou d'un vulgaire patois. Non, non, sur les bords de l'Outaouais et des Grands Lacs, comme sur les rives du Saint-Laurent, il faut que notre doux parler de France garde ou reprenne, s'il y a lieu, son intégrité, sa clarté, son fini et son cachet du grand siècle.

Le plus ou moins de correction dans le langage écrit ou parlé est comme un thermomètre qui marque le degré de développement d'un peuple. Et, certes, nous n'entendons pas laisser descendre notre thermomètre au niveau des races inférieures.

Un peuple qui sait deux langues, alors qu'il possède bien son idiome propre, en vaut deux. Mais un peuple bilingue, dit-on, est un non-sens. Eh bien ! nous nous faisons fort de prouver aux individus des races soi-disant supérieures que, si le système bilingue, bien compris et sagement mis en pratique, est une surcharge pour leur cerveau étroit, il ne l'est pas pour le nôtre. Nous saurons l'anglais, et nous parlerons et nous écrirons le français correctement.

Il ne faut pas se faire illusion, cependant ; pour en arriver là, il faudra une somme énorme de travail individuel et collectif.

Dans Ontario, notre langage écrit, et surtout parlé, est généralement défectueux. En contact très intime avec des éléments étrangers, il s'est enrichi—non, il s'est appauvri, en leur empruntant une foule de mots, d'expressions et de tours de phrase. Le vocabulaire en usage dans le commerce, l'industrie et l'agriculture est particulièrement affecté d'anglicismes. A cet élément hétérogéne il faut ajouter un grand nombre de « mots canadiens », sortis du terroir, créés ou fabriqués par le peuple, mots qu'il faudrait étudier de près pour juger s'ils peuvent être reçus ou s'ils doivent être rejetés. Enfin, comme dans la province de Québec, et plus peut-être, nous avons déparé notre idiome national par une foule de fautes dues à l'altération des vocables et à nos défauts d'articulation et de prononciation.

Pour réussir à faire disparaître de notre langue toutes ces faiblesses, je le répète, il va falloir de l'énergie et de la persévérance. Mais la cause en vaut la peine! Du reste, messieurs, les fondateurs de la Société du Parler français ne nous ont pas appris à céder devant les difficultés ni à marchander avec l'esprit de sacrifice.

A l'heure actuelle, obsédés comme nous le sommes par nos luttes pour l'existence de notre langue, il semble bien, de prime abord, que nous ne puissions entreprendre immédiatement de la perfectionner. Pourtant, l'œuvre n'est pas absolument impossible. A preuve, ce que nous avons fait au cours des deux dernières années. Chaque semaine, nos journaux consacrent un article à la correction de nos fautes. Dans les écoles, les collèges, l'Université, le Juniorat des Oblats, les Scholasticats et le Grand Séminaire, il s'est fait un travail considérable. Nos cercles de jeunes gens, le Cercle Duhamel notamment, font la guerre aux anglicismes et à nos locutions vicieuses. Au Scholasticat des RR. PP. Oblats, il s'est formé, l'an dernier, un comité du Parler français qui fonctionne très bien depuis, et qui nous prépare pour l'avenir des ouvriers précieux.

Il y a plus. A la suite de réclamations énergiques et persistantes de notre part, la Compagnie de téléphone s'est vue forcée d'installer, dans ses bureaux, de jeunes Canadiennes, qui nous répondent, avec une légitime fierté, en excellent français. Sur les tramways, nous pouvons généralement nous tirer d'affaires en parlant la langue des aïeux. Enfin, par intérêt sans doute, bon nombre de fournisseurs nous envoient leurs factures en français.

Ces résultats, obtenus sans organisation spéciale, nous inclinent à croire qu'en groupant nos efforts et nos éléments, nous ferions des merveilles. Car nos éléments sont nombreux et puissants. Ainsi, à Ottawa, outre le clergé occupé au ministère paroissial, nous comptons plus de cinquante professeurs de langue française, partagés entre l'Université, le Grand Séminaire et cinq Scholasticats de Religieux, et au delà de cent cinquante aspirants au sacerdoce, tous, ou à peu près, aussi de langue française. A lui seul, notre clergé peut former, au besoin, un auditoire d'élite. Mais il ne se contente pas d'écouter et d'applaudir. Il travaille, et chez nous comme chez vous, c'est sur son dévouement indomptable que reposent nos meilleures espérances.

La capitale du Canada possède encore bon nombre de savants, d'érudits et de lettrés, dont les sympathies et la collaboration nous sont assurées. Nos jeunes de l'Association catholique de la Jeunesse canadienne, l'Institut Canadien, nos sociétés nationales et nos unions de secours mutuels, nous prêteront main forte. Et, à coup sûr, nous pouvons compter sur l'aide de nos Religieuses, de nos institutrices et de nos patriotiques mères de familles. Bref, les éléments ne nous manquent pas ; il n'y a qu'à les organiser.

Nous avons donc raison d'espérer que la langue française vivra en terre ontarienne, et qu'elle y vivra pure de tout venin destructeur, riche de sève et chargée de fleurs et de fruits.

CONCLUSION

Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, les considérations qui précèdent, tout incomplètes qu'elles soient, vous ont déjà fait connaître nos espérances pour l'avenir de la langue française dans la province d'Ontario. Ce ne sont pas des espoirs trop faciles, mais ils ne sont pas non plus sans assurance. Ils sont ceux du vigneron, quand il voit dans le cep, planté par un long et difficile automne, les premières sèves du printemps se réveiller et porter dans toutes les branches la vie naguère puisée au tronc. Ces branches, elles courent déjà en s'appuyant sur le mur en treillis. L'étreinte des glaces commence à disparaître, bien qu'il reste à craindre encore de rigoureuses gelées. Les racines s'emparent du sol : elles étouffent les herbes folâtres qui y croissaient jusque là. De généreux bourgeons pullulent sur l'écorce

tendre. Le sol est imprégné d'une fraîcheur fécondante; le travail en exploitera les ferments. L'atmosphère s'épure, et le soleil a de plus chauds rayons.

C'est là, Mesdames, Messieurs, l'état du rameau canadien-français qui croît dans l'Ontario à cette heure. Le réveil national s'est fait jusque dans les dernières ramifications de notre race dans la province sœur. Il a à son appui désormais l'Association d'Éducation des Canadiens français d'Ontario, prolongement permanent du Congrès tenu en janvier, l'hiver dernier, et dont les cadres, assez étendus pour servir à tous les groupes, sont aussi assez mobiles pour embrasser toutes les autres organisations subsidiaires ou parallèles. C'est ainsi que la force vitale se propage et s'accroît parmi nous. D'autre part, les familles nombreuses qui bourgeonnent partout où il y a de la vraie sève française ne sont pas sans multiplier nos forces. De plus, nous avons à notre service cette endurance, cette ténacité à vivre, cette force de cohésion qui sont l'un des caractères ethniques les plus manifestes de notre nationalité partout où elle s'est implantée. On le retrouve dans les milieux les plus défavorables à son entretien, par exemple dans la région d'Essex, où plusieurs même, qui avaient totalement ou à peu près perdu leur langue, ont senti se rallumer en eux le sentiment national, dès les premières ouvertures qui leur ont été faites. Ajoutez à cela que nos Canadiens français s'attachent au terroir comme des racines prenantes et fibreuses, qu'ils ne craignent point le travail des champs ni le défrichement des forêts, alors que les autres groupes nationaux voient souvent leurs vieilles familles s'éteindre solitaires sur des fermes, que les fils ont désertées pour passer aux États-Unis ou gagner l'Ouest, et être remplacées à mesure par les nôtres. C'est ainsi que les étreintes de l'anglicisation deviennent moins étouffantes, bien qu'à l'heure actuelle elle s'efforce encore de glacer la vie qui surabonde en nous.

Ajoutez à cela les brises de sympathies substantielles et vivifiantes qui nous viennent des grandes rives laurentiennes pour purifier notre atmosphère de tout esprit trop mercantile et trop utilitaire. Ajoutez les richesses que nous apportent ces prêtres, ces hommes de profession, ces hommes de commerce de la province de Québec, qui nous sont venus, et qui nous viendront de plus en plus nombreux, nous osons le croire, fermement trempés, avertis et propagateurs. Ajoutez le soleil ardent

de la vieille foi catholique, sous les chauds rayonnements de laquelle nos compatriotes savent partout vivre et mourir. Ajoutez la protection du ciel pour un sol qu'ont arrosé nos martyrs de leur sang, et de leurs sueurs nos ancêtres valeureux. Ajoutez la mission providentielle que le Très-Haut, dans sa miséricorde, semble avoir confiée à son peuple choisi de la Nouvelle-France, et vous comprendrez nos fortes espérances.

Pour conclure, Mesdames, Messieurs, avec René Bazin, je dirai « qu'il y a dans le monde quelque chose de plus fort que la force, je dirai que la patrie n'est pas une division administrative, et qu'il y a dans ce qui la constitue un élément divin qui échappe aux prises des hommes et déjoue leurs calculs».... et c'est dans ce quelque chose, c'est dans cet élément divin, Mesdames, Messieurs, que nous posons nos fermes espérances.

A. Constantineau.

BULLETIN

DU

PARLER FRANÇAIS AU CANADA

Le BULLETIN, organe de la *Société du Parler français au Canada,* est dirigé par un comité nommé par le Bureau de direction. Il paraît une fois par mois, sauf en juillet et août. Les abonnements partent de septembre.

Conditions d'abonnement : Canada et États-Unis, $1.00; Union postale, 8 francs ; réduction de moitié aux élèves des collèges et des couvents du Canada.

On peut devenir membre de la Société et recevoir, à ce titre, le BULLETIN, en envoyant au Secrétaire une demande d'inscription et le montant de la cotisation annuelle ($10.00 pour les membres bienfaiteurs; $2.00 pour les membres titulaires ; $1.00 [Étranger : 8 francs] pour les membres adhérents). Les cotisations sont dues au 1er septembre ; mais on peut s'inscrire en tout temps durant l'année, en payant les arrérages. Les membres adhérents et les abonnés, qui s'inscrivent après le 1er février, doivent, pour recevoir les numéros du BULLETIN parus depuis septembre, verser un supplément de 50 sous.

Les huit premiers volumes du BULLETIN sont en vente. Prix, chaque volume : $2.50 ; le premier et le troisième volume ne se vendent que dans la série complète des huit années du BULLETIN, dont le prix est de $25.00.

Pour tout ce qui concerne la Société et le BULLETIN, s'adresser

A MONSIEUR LE SECRÉTAIRE
de la *Société du Parler français au Canada*
Université Laval
(Casier, N° 236) QUÉBEC

Imprimerie et Reliure, L'ACTION SOCIALE (limitée), Québec.